

RENAULT LANCE A NOUVEAU LE MOUVEMENT DE GREVE

Par sa concentration importante de travailleurs, l'usine Renault a été depuis longtemps le point de démarrage des mouvements de grève, qu'ils aient été spontanés, comme en juin 1936 et en avril 1947, ou sur ordre, comme ceux des deux dernières années.

En 1938, les staliniens utilisèrent Renault contre Munich en brandissant la promesse de la grève générale et en particulier en disant aux ouvriers au moment du débrayage que le métro était déjà en grève. Lorsque les travailleurs s'aperçurent de la supercherie, ce fut par milliers qu'ils déchirèrent leurs cartes de la C.G.T.; mais malgré tout, quand la police arriva la nuit pour occuper l'usine, c'est à coups de boulons, de bielles et de barres de fer qu'ils reçurent les représentants de l'« ordre ». Nous sommes loin de cette combativité.

Louis Renault était un patron de combat; il inaugura les méthodes les plus modernes de la division du travail, ce qui a permis d'utiliser des ouvriers non qualifiés en grand nombre. Ceux qui connurent Renault avant la guerre ont été toujours étonnés de la multitude de nationalités et des races qui gravitaient autour de l'usine; fort contingent de Nord-Africains, une véritable colonie de Chinois (avec leurs hôtels, leurs restaurants, leurs cafés). A part une minorité d'ouvriers qualifiés, le reste était et est toujours une grande masse d'ouvriers spécialisés sur machine; O.S. qui travaillaient quelques mois et partaient travailler ailleurs aussitôt qu'ils le pouvaient.

Malgré tout, une forte minorité révolutionnaire à prédominance anarchiste se maintenait et essayait d'intervenir dans les luttes. Ces militants tentèrent dans les années qui précédèrent la guerre d'unifier leurs efforts dans un « Cercle syndicaliste lutte de classes » composé d'anarchistes, de trotskystes, d'autres éléments de gauche et de syndicalistes purs. Son peu de solidité idéologique ne permit pas à ce groupe de survivre à la guerre impérialiste et ce sont des éléments tout à fait nouveaux et surtout jeunes qui ont reconstruit le mouvement après la guerre.

Pendant la guerre et l'occupation l'influence stalinienne fut extrêmement réduite. Après la « libération », des militants avec lesquels nous avons pris contact, nous avouèrent que le « Comité Populaire » de l'usine qui était l'organisation de masse des staliniens remplaçant la C.G.T., groupait sept militants, et en fait, quand nous avons constitué le Comité Ouvrier Renault, le 21 août 1944, nous n'avons vu arriver que trois ouvriers de ce Comité Populaire qui ont déclaré : « Le Comité c'était très bien, mais le Bureau de ce Comité c'est nous. »

Après la liquidation du Comité Ouvrier Renault, qui n'a vécu que quatre jours, la section C.G.T. a été reconstituée par un marchandage entre les staliniens et les dirigeants de la C.G.T. légale à tendance socialiste. Petit à petit, les staliniens ont tout repris en main et imposé leur politique.

A nouveau en 1946, des militants furent envoyés par les organisations trotskistes et formèrent des noyaux d'opposition à l'intérieur de la C.G.T. Les camarades groupés autour de Bois, du groupe de l'« Union Communiste » (1) profitèrent du mécontentement provoqué par la politique du « travailler d'abord, revendiquer ensuite », pour organiser un travail d'agitation assez vaste. Celui-ci a abouti à la grève d'avril 1947. Sans nous étendre sur celle-ci, on peut dire qu'incontestablement se trouvèrent réunies alors des conditions favorables à une action autonome des ouvriers. Même en ne se situant que sur le terrain revendicatif, cette action aurait dû permettre une expérience beaucoup plus vaste si une véritable organisation révolutionnaire (qui faisait tota-

(1) Groupe de gauche se réclamant du trotskisme, mais n'adhérant pas à la IV^e internationale, dont la plateforme politique est passablement confuse et auquel appartenaient la plupart des militants mentionnés ici.

lement défaut) avait pu intervenir dans cette lutte et lui donner une orientation, débordant son contenu purement économique et syndicaliste.

Nous avons assisté au contraire à une expérience totalement inverse. Des luttes d'avril 1947 est sorti, sous l'impulsion des militants de l'« Union communiste » le « Syndicat démocratique Renault », avec une influence prépondérante auprès des ouvriers de certains départements de l'usine. Mais le résultat final de cet effort se solde à peu près à zéro. Les camarades de l'« Union communiste », sans principes politiques et sans expérience s'acharnèrent à vouloir constituer « leur » syndicat, le syndicat de leur groupe politique, en croyant pouvoir créer un syndicat à prétentions révolutionnaires. Ils sont maintenant à la remorque de la C.G.T.

Durant ces trois années — et il faut insister là-dessus — on a vu ces camarades, qui avaient compris le contenu réel des syndicats (en tant qu'organismes bureaucratiques intégrés à l'état capitaliste ou au stalinisme) et se battaient tous les jours pour le faire comprendre aux ouvriers, en arriver aujourd'hui à se compromettre dans des « Cartels d'Unité syndicale » avec les Croizat, les F.O., les C.F.T.C. et la Confédération des Cadres. Alliés à ceux-ci, ils répandent le mensonge que l'accord de ces syndicats permettrait de renforcer le front de classe des travailleurs, même pour des revendications aussi minimes que les 3.000 francs ou aussi illusoire que les conventions collectives et l'échelle mobile des salaires. Le « tournant » stalinien de mai 1947 fut interprété par ces mêmes camarades non comme le résultat de nouveaux rapports de force sur le plan international, mais comme la preuve du caractère intermédiaire et démocratique du stalinisme. Le stalinisme changeait soi-disant sa politique parce que les masses, devenues subitement conscientes et révolutionnaire, lui imposèrent ce tournant.

Les grèves que nous avons vécues chez Renault en septembre 1947 et novembre 1948, n'ont fait qu'accentuer la défaite ouvrière dans les rapports avec le patronat. Celui-ci s'est permis dans l'usine de diminuer la part des salaires dans le prix de revient de 44 à 8 p. 100, et de sortir en 1949, 117.000 véhicules de toutes sortes contre 75.000 en 1948.

La direction de la Régie a avoué en 1948, 734 millions de bénéficiaires. Elle a payé près de 3 milliards d'impôts de toutes sortes. Elle a réinvesti 4 milliards au chapitre de l'équipement, des réserves et des stocks, soit approximativement sept milliards et demi de plus-value au total. Il faut de plus y ajouter la plus-value distribuée sous forme de salaires cadres, qui varient de 40.000 francs par mois pour un contremaître aux trois millions « officiels » annuels de M. Lefaucheur.

Quelle est maintenant la forme du salaire ouvrier ? Il est composé tout d'abord d'une partie fixe qui ne représente pas la moitié du salaire réellement touché. Par exemple un ouvrier outilleur P2 a comme salaire de base 62 francs; s'il réalise une production de 150 p. 100 qui est le maximum autorisé (et que seuls de très rares ateliers ou individus arrivent à réaliser), il gagnera 93 francs. Les diverses primes et en particulier la Prime progressive à la production (PPP, instituée sous l'initiative des staliniens en 1946 et susceptible d'être diminuée ou simplement supprimée) représente pour un P-2 22 fr. 30; à tout ceci s'ajoutent 17 francs de prime de vie chère. Nous verrons plus loin que l'augmentation offerte le lundi 20 février par la direction est donnée sous forme de la prime PPP, que la direction peut retirer quand elle veut.

Lorsque l'Assemblée Nationale votait à l'unanimité les conventions collectives, les staliniens y voyaient une arme pour leur agitation, les socialistes un bain de purification, le M.R.P. un devoir chrétien; mais tous savaient que ces conventions devaient servir à embrigader les

travailleurs dans les syndicats et à proclamer les droits et devoirs des exploités vis-à-vis de leurs exploités. Ils savaient de plus qu'après toutes les défaites des travailleurs, ce seraient encore les couches les plus défavorisées, les femmes, les jeunes, les non qualifiés qui paieraient les maigres et éphémères concessions accordées aux ouvriers qualifiés. Dans leur esprit et dans leur lettre même, ces conventions sont l'accentuation de la hiérarchie capitaliste et la reconnaissance légale du « minimum vital » comme moyenne de salaire pour les ouvriers.

Mais dans l'esprit du patronat il y avait plus que cela. Il y avait l'intention de se servir de cette illusion des ouvriers pour engager une épreuve de force, restaurer des formes d'exploitation encore plus strictes et aussi épurer les éléments stalinien des usines.

Les buts de la tactique stalinienne sont simples et connus : paralysie de l'économie française, qui a retrouvé du fait de la surexploitation un équilibre momentané; en même temps, campagne généralisée de propagande. Mais les grèves précédentes ont coûté cher. Ils ont donc adopté la tactique du large Front Unique, de concessions superficielles aux autres bureaucraties syndicales et l'abandon de la violence au profit du nombre. Pour cela ils sont prêts à collaborer avec tous, même avec le Syndicat Démocratique Renault, alors qu'ils avaient juré que jamais ils ne discuteraient avec lui

Cependant il y a des impératifs dont la tactique stalinienne ne peut pas ne pas tenir compte. Il lui faut une force de démarrage et d'influence sur les votes des usines; elle doit donc tout faire pour lancer Renault à la tête du mouvement. Il lui faut un peu forcer la main aux autres syndicats; alors, pendant que l'on discute, les militants de base font débrayer les ateliers — ce qui prouvera la « spontanéité » du mouvement. Il faut à tout prix éviter que l'atmosphère « démocratique » ne laisse quand même pas aux ouvriers la possibilité de s'organiser tout seuls; on sabotera donc les assemblées de grévistes et l'élection de comités de grève. Les comités de grève élus représenteront exclusivement le cartel syndical. Pas de comité central de grève pour l'ensemble de l'usine, mais direction de la grève par le cartel des syndicats (assemblée d'une douzaine de bureaucrates appointés), lui-même aux ordres d'un cartel régional et national. Pas d'occupation massive et de défense des usines, mais les portes grandes ouvertes.

Le lundi 20 février les ouvriers trouvaient dans les ateliers l'os Le-faucheux, 4 francs hiérarchisés de l'heure sur la P.P.P., c'est-à-dire pouvant être retirés dès le lendemain.

C'était ce qu'il fallait prévoir à la suite de l'attitude des patrons lors de la réunion avec les organisations syndicales où ils avaient proposé l'augmentation de 5 p. 100. Avec leur morgue et leur mépris pour leurs larbins, ils semblaient dire : voilà 5 p. 100 à jeter à vos affamés; maintenant, si vous avez besoin de relever votre crédit auprès d'eux, donnez-leur une petite grève dans les limites des lois et de notre règne.

Les ordres étaient déjà donnés lundi matin; les stalinien de base exploitaient le mécontentement des ouvriers et faisaient débrayer les ateliers à grande concentration O.S. Les ateliers de l'Île et de la Quatre Chevaux débrayaient dans la matinée; ensuite le vote fut organisé avec des bulletins ronéotypés.

La Quatre Chevaux répondit par 90 p. 100 des voix pour la grève. Dans ce département en particulier un grave mécontentement régnait depuis longtemps, car les cadences sont infernales. L'O.S. est considéré comme une bête de somme dans ces ateliers; les régleurs sont mécontents car leur coefficient est celui d'un ouvrier de fabrication. Le patron ne veut même pas payer plus cher ses agents d'exécution à la

base, et même les chefs d'équipe et les contremaitres sont poussés du matin au soir à faire les chiens de garde dans cette infernale ronde.

Il est curieux de noter que l'ordre des chefs syndicaux était de ne pas faire démarrer les ateliers de professionnels. Les stalinien de base ne savaient que dire devant « l'ordre d'attendre les ordres ». Me promenant en fin d'après-midi dans les ateliers, je posais la question : « Alors, pas encore débrayé ? » La réponse venait tout de suite : « As-tu des ordres ?... Nous attendons des ordres... »

Petit à petit en deux jours, c'est-à-dire jusqu'au mercredi 22 février, les votes se succédèrent dans les ateliers et les ouvriers débrayaient ou ne débrayaient pas; certains voulaient finir la journée, en pensant « c'est toujours ça de gagné ».

La pagaie la plus totale règne, et les ouvriers partent chez eux, à part de très rares secteurs où quelques camarades prennent l'initiative de faire des comités de grève et des piquets. Les ouvriers revinrent le lendemain pour toucher leur paye et repartir aussitôt; on n'avait fait rien pour les réunir ou les organiser, et d'eux-mêmes ils ne firent rien.

Là se révèle un des aspects les plus importants de la situation. Pour une partie des ouvriers, le prestige du syndicat se maintient encore à travers l'idée que les responsables et les délégués vont les défendre; avec le dégoût et la fatigue, ils ne payent plus leurs timbres ou ils déchirent leur carte; mais ils pensent quand même que les syndicats unis agiront pour eux. Ceux qui n'ont plus d'illusions à ce sujet ne voient pas ce qu'ils pourraient faire concrètement, et sentent par ailleurs que la conjoncture générale n'est pas favorable.

Que firent donc les responsables syndicaux dans les réunions du cartel ?

Ils se firent des politesses. Bois (du S.D.R.), les C.F.T.C., les F.O. et Linet (de la C.G.T.) se félicitèrent, puis, tout compte fait, félicitèrent aussi les ouvriers de la bonne marche de la consultation « démocratique » (1), puis ils donnèrent quelques conseils : pas d'occupation massive, pas de défense, mais de « comités de grèves reflétant le Cartel élargi ».

Quant aux « révolutionnaires », il n'y a pas beaucoup de chose à dire. Les trotskystes et les anarchistes se réunissent pour constater le désastre et après une laborieuse discussion, ils décident d'axer toute l'agitation non pas sur les objectifs ou les formes de lutte des ouvriers de l'usine, mais sur une résolution qui doit être défendue dans les Comités de grève existant, à savoir; demander au Comité central de grève ou, à défaut, au cartel, d'appeler tous les métallurgistes de France à se joindre au mouvement. Ce qui est une position de capitulation pure et simple devant les objectifs et la direction bureaucratique de la lutte. Nous sommes loin des conceptions élémentaires et justes qui prétendent qu'une lutte doit se poser des objectifs corrects et les poursuivre à travers des formes d'organisation adéquates pour pouvoir entraîner la masse des ouvriers à se battre.

Pendant ce temps la bourgeoisie agit. Elle envoie pendant la nuit quelques milliers de flics et de C.R.S. occuper l'usine. Aucune réaction des quelques centaines d'ouvriers (on parle de 500) qui se trouvent à ce moment dans l'usine n'est possible. L'Humanité présentera le lendemain l'occupation de l'usine par la police comme une grande victoire des ouvriers « qui ont su déjouer la provocation » !

(1) Lors de la réunion du Cartel qui suivit le vote sur la grève, le représentant stalinien présenta une résolution conçue ainsi : « Nous félicitons les ouvriers de la Régie, etc., etc. » Un représentant du S.D.R. fit observer que cette phrase était inadmissible par son ton protecteur vis-à-vis des ouvriers. Le stalinien le remercia de cette remarque, la trouvant fort pertinente, et transforma sa phrase ainsi : « Les ouvriers de la Régie se félicitent... »

Dans le meeting qui s'est tenu le jeudi 23 à 11 heures au siège des syndicats rue Yves-Kermen, Bois, mandaté pour intervenir en faveur de la grève générale, se contente de prêcher l'union sacrée, alors que le représentant de la C.F.T.C. se fait applaudir par les ouvriers réunis là (surtout des staliniens) en affirmant ses désaccords et en appelant les ouvriers à la lutte dans une grève générale et nationale.

Nous ne savons pas quelle sera l'issue de la grève, qui s'est étendue entre temps à l'ensemble de la métallurgie parisienne et dans plusieurs secteurs de la province. Les traits essentiels du mouvement, que nous avons décrits, sont les mêmes à peu près partout. Si l'on tient compte de l'attitude profondément passive des ouvriers, qui expriment leur méfiance complète vis-à-vis des organisations, et le fait que celles-ci gardent la direction entière du mouvement, si l'on tient compte du rapport de force défavorable dès le départ — et qui s'est concrétisé par l'occupation rapide et facile des usines par la police — le mouvement s'oriente vraisemblablement vers un échec. Si les travailleurs en tirent la leçon, non seulement en ce qui concerne l'attitude des organisations bureaucratiques, mais sous l'aspect positif, sur la nécessité de leur organisation autonome, condition indispensable pour la possibilité de luttes futures, cet échec aura servi à quelque chose.

Raymond BOURT.

LA GREVE CHEZ S.O.M.U.A.

L'usine S.O.M.U.A. (Société d'Outillage Mécanique et d'Usinage d'Artillerie) est une usine de 2.500 ouvriers environ. Ce n'est pas une usine d'avant-garde; une grande partie des ouvriers sont dans l'usine depuis cinq à dix ans, et il y règne une mentalité paternaliste. Un ouvrier me citait ces jours-ci une parole « historique » de la « mère Schneider », qui a monté les premières usines du même nom dont la S.O.M.U.A. est une succursale : « Donner aux ouvriers juste ce qu'il leur est absolument indispensable pour vivre, mais ne pas les forcer au travail ». On voit que cette seule phrase indique toute une orientation pour les rapports de production, plus particulièrement pour les rapports très fermes et même violents, avec occupation de l'usine, vidage des ports entre les ouvriers d'une part et la direction et les cadres d'autre part. C'est ce fait qui explique cette relative ancienneté des ouvriers dans l'usine. Tous les ouvriers, même les « anciens », savent parfaitement que leurs salaires sont très nettement inférieurs par rapport aux salaires moyens en vigueur dans les autres usines. Ceci est valable non seulement pour les manœuvres et ouvriers spécialisés, mais également pour les catégories de professionnels. Mais c'est seulement maintenant, où la situation économique prend littéralement les ouvriers à la gorge, qu'il se dégage une tendance des ouvriers à chercher du travail dans d'autres usines qui paient mieux. Cette mentalité des ouvriers, préférant des salaires inférieurs si les conditions de travail sont meilleures, est non seulement très nette, mais aussi très consciente. Mais il faut faire ici une restriction. Ce fait, indéniable et important pour les « basses catégories » du prolétariat : manœuvres et O.S., est moins sensible chez les catégories de professionnels. Ce n'est pas par hasard. Alors que les O.S. sont en contact brutal avec le processus de production moderne lui-même, les professionnels sont pour ainsi dire en marge de celui-ci, les formes de travail à la chaîne ou au rendement pouvant plus difficilement être appliquées au travail qualifié.

L'évolution des méthodes de production au sein de la S.O.M.U.A. se fait avec un retard relativement important par rapport aux grandes entreprises (Renault et Citroën par exemple). Ceci est dû à la taille relativement peu importante de l'usine, à la nature de sa production (machines-outils) dont le marché restreint ne stimule pas une produc-

tion en grande série, ce qui donne un rapport entre le travail qualifié et le travail au rendement différent de celui de l'industrie automobile par exemple. Ce n'est que depuis très peu de temps que l'on peut noter une certaine accentuation de la rationalisation du travail, des formes de travail au rendement, et un resserrement de la discipline de travail dans les secteurs où n'est pas appliqué le travail au rendement. Notons que cela a coïncidé avec le début de la crise économique, crise qui a été particulièrement ressentie dans la production de moyens de production. Face à cette crise, l'usine s'est orientée vers la production automobile (moteurs de camions, commande de 200 autobus par la R.A.T.P.), mais celle-ci est très loin de résoudre la crise. Malgré cela, si les bureaux d'étude de l'usine travaillent déjà sur les plans d'un nouveau type de char, il n'a pas encore été envisagé est partagée avec les autres centrales C.F.T.C., F.O., C.G.C., et aussi Autonomes. La désaffection des ouvriers envers les syndicats s'est faite sentir avec un certain retard par rapport aux usines Renault par exemple. Mais dès qu'elle se fait sentir, elle se signale comme partout ailleurs comme une désaffection non pas seulement envers la C.G.T., mais envers la forme syndicale en tant que telle. Comme pour le prolétariat en général, la prise de conscience des ouvriers ne s'est pas faite essentiellement à travers le plan revendicatif ou le caractère « traître » des directions ouvrières, mais sur un plan tout ce qu'il y a de politique : la conscience de l'existence de la bureaucratie en tant que corps étranger au prolétariat. Nous pouvons même aller plus loin là-dessus, en disant que les ouvriers voient clairement sous leurs yeux ce que nous avons désigné depuis longtemps comme les bases sociales du stalinisme. Il est fréquent d'entendre des ouvriers faire des réflexions du type suivant : « Le P.C. est constitué à la fois par les ouvriers les plus défavorisés (manœuvres) et les cadres. Une grande partie des manœuvres constituent la masse bernée; l'autre partie y participe pour des intérêts personnels qui pourront être satisfaits si le P.C. prend un jour le pouvoir avec la guerre et l'occupation russe. » — « Les cadres qui sont dans le P.C. y sont par intérêt. » — « Le programme du P.C. est celui qui représente le mieux les intérêts des cadres. » Très souvent également les ouvriers établissent un rapport entre les formes de travail, au rendement et la politique stalinienne. Signalons aussi que lorsque les ouvriers parlent des cadres ils se placent surtout du point de vue de leur participation à jusqu'à présent d'orienter l'usine vers la production de matériel de guerre.

Signalons aussi une particularité sur les rapports entre l'usine S.O.M.U.A. et le trust Schneider. Sur le plan des rapports financiers, les renseignements manquent, mais il est très caractéristique que tous les cadres à partir du chef d'atelier jusqu'au directeur ont fait, avant même d'entrer en activité dans l'usine, un stage plus ou moins prolongé aux usines du Creusot. Ceci n'est pas un secret pour les ouvriers. Lors des discussions à caractère revendicatif, ceux-ci incriminent souvent le trust Schneider en tant que trust international, malgré les efforts de la direction pour apparaître entièrement autonome.

Nous avons dit au début que l'usine S.O.M.U.A. n'était pas une usine d'avant-garde. Nous entendons par cela qu'elle n'est pas une usine-clé, c'est-à-dire une usine pouvant se mettre à la tête d'une action quelconque. Néanmoins la vie politique y est assez importante. Depuis longtemps les staliniens ont l'usine en mains et l'ont fait participer à tous les mouvements du secteur métallurgique. Sa participation aux grèves de novembre-décembre 1948 par exemple, a eu un caractère très ferme et même violent, avec occupation de l'usine, vidage par la police, essais de réoccupation par les grévistes. Le stalinisme y a une base très solide, non seulement revendicative par la C.G.T., mais aussi sur le plan politique. Actuellement l'influence de la C.G.T.